

Le « peuple de gauche » aux urnes ?

Une enquête sur les électeurs de la primaire socialiste de 2011 à Amiens

PIERRE MONGAUX
CURAPP, Amiens

La primaire organisée à l'initiative du Parti socialiste (PS) les 9 et 16 octobre 2011 a constitué un évènement politique sans précédent en France. L'enjeu principal pour le PS était de résoudre une crise de *leadership* dont le plus criant et le plus médiatisé des symptômes fut certainement le déchirement du congrès de Reims en 2008. Les deux tours de cette élection inédite car ouverte aux sympathisants ont rassemblé respectivement 2,7 et 2,9 millions d'individus, et au vu de l'élan donné à la campagne présidentielle du candidat retenu au terme de cette primaire, François Hollande, il semblerait que l'objectif principal ait été atteint en ouvrant largement les portes et les fenêtres de l'organisation « au peuple de gauche », pour reprendre l'expression d'Olivier Ferrand et Arnaud Montebourg, principaux promoteurs des primaires¹.

Derrière les enjeux manifestes et explicites de la primaire se cachent d'autres questions d'autant moins évidentes qu'elles se posent à long terme pour l'organisation partisane socialiste. Que la désignation du candi-

dat n'apparaisse plus légitime quand elle est confiée aux seuls adhérents ne répond pas seulement à des logiques exogènes². Le rétrécissement de la base militante du PS est moins affaire de nombre³ qu'une question de représentation sociale. Rémi Lefebvre et Frédéric Sawicki ont bien mis en évidence le processus à travers lequel, depuis le milieu des années 1990, le militantisme socialiste s'est progressivement transformé dans le sens d'une dépréciation des « pratiques militantes traditionnelles (collecte de timbres, distribution de tracts, collage d'affiches, organisation de manifestations de rue et de fêtes...) fondées sur l'immersion dans l'expérience vécue des classes

2. Blondiaux L. et Y. Sintomer, « L'impératif délibératif », *Politix*, 2002, vol. 15, n° 57, p. 17-35.

3. Le nombre des adhérents du PS est fluctuant d'une année sur l'autre mais ne descend que très rarement sous la barre des 100 000 encartés, avec des pics lors des années de congrès ou de vote pour l'investiture de candidats, notamment à l'élection présidentielle.

1. Ferrand O. et A. Montebourg, *Primaire : comment sauver la gauche*, Paris, France, Seuil, 2009.

populaires⁴ ». L'importation de techniques délibératives (dont les primaires semblent faire partie) et l'importance donnée au débat d'idées renforcent ce phénomène. Ainsi, selon eux, « le travail militant tient de plus en plus à une activité symbolique de maniement de référents discursifs⁵ » ; activité que les militants d'origine populaire ne sont pas les plus prompts à mener dans la mesure où les capitaux qu'ils possèdent sont difficilement mobilisables dans de telles situations. Les grandes enquêtes sur les adhérents du PS⁶ en témoignent : la « société des socialistes » est majoritairement constituée d'hommes (70 %), âgés de plus de 40 ans (77 %), qui possèdent un diplôme de l'enseignement supérieur (64 %) et occupent les régions moyennes et supérieures de l'espace social (les professions intermédiaires et supérieures représentent plus de 80 % des adhérents en 2011).

L'un des enjeux de la primaire était donc pour le PS d'élargir son assise sociologique et sa légitimité à représenter « le peuple de gauche ». Qu'en est-il réellement ? La primaire a-t-elle réinventé le PS et en particulier son ancrage social ? L'organisation et le succès de cette primaire ne sont évidemment pas restés sans effet sur

l'organisation partisane. L'évènement a contribué à produire – ou à consolider si l'on préfère – une catégorie d'acteurs partisans jusqu'à présent utilisée qu'elle est floue et mal définie : les sympathisants. On montrera que ces sympathisants, qui jouissent d'un droit – d'investiture – jusqu'alors réservé aux adhérents sont certes plus nombreux mais ils ne sont pas pour autant différents des adhérents, notamment sur le plan sociologique. Autrement dit, derrière l'élargissement incontestable et incontesté du corps électoral (de 200 000 adhérents à 2,7 millions de sympathisants), se cache le constat suivant : la primaire n'a pas mobilisé équitablement tous les milieux sociaux et souffre d'un déficit de représentation des classes populaires.

..... Terrain et méthode

Les résultats présentés ici sont issus d'une enquête par questionnaire dite « sortie des urnes » dans la commune d'Amiens. Nous avons recueilli 1030 réponses, soit un taux de participation assez satisfaisant de près de 30 % de l'ensemble des électeurs de la primaire. Les données recueillies permettent de comparer des échantillons d'électeurs habitant des quartiers très différents sur le plan sociologique : le centre ville assez hétérogène et le quartier Nord très populaire avec une forte présence de populations immigrées ou « issues de l'immigration ». Les quelques travaux réalisés au sujet de cette primaire du PS suggèrent que l'implantation locale de militants ou de notables socialistes influencent

4. Lefebvre R. et F. Sawicki, *La société des socialistes : le PS aujourd'hui*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2006, vol. 1/, p. 192.

5. *Ibid.*, p. 181.

6. Les chiffres donnés ici sont issus d'une enquête commandée par le Cevipof et réalisée par l'Institut GFK au début de l'année 2011. Nous n'avons aucune information sur les conditions pratiques de réalisation de cette enquête, si ce n'est qu'elle était administrée « en ligne ». Certains résultats ont été publiés dans : Rey H., « Les adhérents socialistes : permanences et changements », *La Revue socialiste*, n° 42, pp. 125-134.

sensiblement la participation électorale⁷ voire les résultats⁸. De ce point de vue, Amiens présente l'intérêt de ne pas être un bastion socialiste. De même, la participation dans cette commune (5,5 et 6 %) est assez proche de la participation pour l'ensemble du pays (6,1 et 6,5 %). Cette étude ne s'appuie donc pas sur un cas particulier et les résultats de cette étude peuvent être considérés comme représentatifs.

.....

Les sympathisants : une identité incertaine

La désignation du candidat à l'élection présidentielle était jusqu'alors la prérogative exclusive des adhérents et la « démocratisation » de cette puissante rétribution du militantisme a contribué à la dévaluer⁹. Cette volonté de faire reposer une décision partisane aussi importante que celle de l'investiture du candidat à l'élection présidentielle française repose certainement sur la volonté d'ajuster l'organisation aux évolutions récentes des affiliations partisans¹⁰. Qu'elles soient tangibles ou anticipées¹¹ par les acteurs intéressés, ces évolutions des modes d'engage-

ment n'en ont pas moins des effets réels dont le meilleur exemple est certainement l'organisation des primaires dans un parti où l'idéal militant a pendant longtemps dominé les esprits et constitué une sorte d'horizon normatif à atteindre.

Dans un tel contexte, la primaire aura eu pour conséquence de faire émerger, ou plutôt d'objectiver, une nouvelle catégorie d'acteurs du jeu partisan jusqu'alors largement utilisée par les politologues (les sondeurs en premier lieu) et les professionnels de la politique, sans pourtant être clairement définie : les sympathisants. Les statuts du PS indiquent que les sympathisants ont un rôle objectivement défini dans l'institution partisane¹² mais sans indiquer qui ils sont ni ce qu'ils doivent faire pour le devenir (ce qui est au contraire extrêmement codifié pour les adhérents). Notons tout de même que nous n'avons jamais rencontré de sympathisants dans lesdites sections sur notre terrain d'enquête. Avant leur mobilisation électorale à l'occasion de la primaire de 2011, le flou semblait donc assez prononcé sur ces questions.

Cette primaire leur donne une existence à la fois objective et subjective. Signer une charte d'engagement moral, contribuer financièrement et voter pour désigner le candidat du parti : voici trois opérations à la fois matérielles et symboliques auxquelles sont soumis les participants à la procédure. La primaire offre donc à des citoyens non-adhérents l'occasion réelle d'exister dans le parti. Dès lors, ceux-ci peuvent être définis – non exclusivement – par le parti comme l'ensemble des électeurs

7. Fourquet J., « Géographie électorale des primaires socialistes », Fondation Jean-Jaurès, note n° 111, 2 décembre 2011.

8. Audemard J. et D. Gouard, « Les primaires citoyennes d'octobre 2011 », *Revue française de science politique*, 22 octobre 2014, vol. 64, n° 5, pp. 955-972.

9. Lefebvre R., *Les primaires socialistes : la fin du parti militant*, Paris, Raisons d'agir, 2011.

10. Scarrow S.E., *Beyond Party Members : Changing Approaches to Partisan Mobilization*, Oxford University Press, 2014.

11. Lefebvre R., « Le militantisme socialiste n'est plus ce qu'il n'a jamais été », *Politix*, 10 septembre 2013, n° 102, n° 2, p. 7-33.

12. Statuts et règlement intérieur du PS, articles 2.1.2.1 et 2.1.2.2.

Tableau n° 1 : Statut auto-déclaré des électeurs de la primaire

Êtes-vous adhérent ou sympathisant d'une organisation politique ?

Modalités	Effectifs	%
Adhérent PS	68	6,6
Sympathisant PS	397	38,5
Adhérent ou sympathisant d'un autre parti	74	7,2
Ni adhérent ni sympathisant	491	47,7
Ensemble	1030	100,0

Source : enquête par questionnaire Primaire Amiens 2011.

de la primaire. Cette objectivation par le vote permet aux dirigeants de parler des sympathisants comme d'une catégorie d'acteurs bien définie, et même de parler en leur nom. La (re)définition de la catégorie des sympathisants est l'un des sous-produits de l'organisation et de l'usage des primaires comme mode de désignation des candidats.

Cela ne va pas sans poser de problèmes à certains de ces votants qui ne se reconnaissent eux-mêmes que très inégalement comme « sympathisants »¹³. Ainsi, ce sont près de la moitié des électeurs non encartés à Amiens qui s'auto-déclarent « sympathisants » du PS lorsque nous leur posons la question. Sans compter qu'un peu plus de 7 % des répondants à notre enquête font un usage que l'on pourrait qualifier de stratégique de la primaire puisqu'ils se déclarent adhérents ou sympathisants d'un autre parti politique¹⁴. En

ajoutant enfin les adhérents socialistes qui représentent 6,6 % de l'échantillon, cela ramène la part des « sympathisants auto-déclarés » à moins de 40 % de l'ensemble des électeurs. En définitive, près de la moitié des électeurs de la primaire ayant participé à notre enquête ne se déclarent ni adhérents, ni sympathisants d'un quelconque parti politique – et *a fortiori* du PS¹⁵.

Ces sympathisants sont voués, d'après les statuts du PS, à devenir des adhérents. Ils bénéficient par exemple d'un tarif attractif pour leur première adhésion : « La cotisation pour une première adhésion est réservée exclusivement aux sympathisants n'ayant jamais été adhérent du parti¹⁶ ». Or, les résultats de notre enquête montrent que ces sympathisants sont très peu enclins à adhérer au PS. Seuls 20 % des participants à notre enquête estiment « tout à fait envisageable » d'adhérer au PS. Cette proportion est la même parmi

13. On notera ici que l'auto-déclaration est à notre connaissance la référence utilisée par les instituts de sondage pour définir les sympathisants au nom desquels ils s'autorisent à parler... Cet élément apporte encore de l'eau au moulin de la critique des sondages d'opinion.

14. Les adhérents et les sympathisants d'autres partis politiques que le PS représentent respectivement 1,6 et 5,6 % de l'échantillon des répondants.

15. Parce qu'ils sont adhérents du PS ou d'un autre parti, parce qu'ils sont sympathisants d'un autre parti, ou pour d'autres raisons encore... L'analyse des réponses aux questions ouvertes (non dépouillées à ce jour) nous éclairera très certainement à ce sujet.

16. Statuts et règlement intérieur du PS, article 2.1.1.4.2.

ceux qui s'auto-déclarent « sympathisants du PS ». Quant à l'éventualité de s'investir dans la campagne du candidat désigné par la primaire, les résultats sont assez similaires : à peine 15 % des répondants se disent prêts à s'investir concrètement dans la campagne (réseaux sociaux, porte-à-porte, diffusion de tracts, affichage, etc.).

On voit donc bien ici combien cette notion de sympathisants est fragile. La primaire contribue certes à l'objectiver, mais, en termes de perceptions subjectives, les électeurs de la primaire ne se reconnaissent que très imparfaitement comme des sympathisants socialistes. En reprenant une définition classique, la catégorie de sympathisant au PS n'existe qu'à l'état de groupe « en soi » mais très difficilement à l'état de groupe « pour soi ». Elle existe davantage dans les discours partisans (celui des cadres, des personnalités, ou encore dans les statuts, etc.) que dans les discours des acteurs eux-mêmes, qui ne se reconnaissent donc pas particulièrement comme tels et qui n'envisagent pas vraiment de faire campagne ou d'adhérer.

Des sympathisants socialement homogènes

Il ressort d'une première analyse de leurs propriétés sociales que ces sympathisants-électeurs se caractérisent par une forte homogénéité sociale sous différents rapports. Nous ne retiendrons ici que les trois principaux : l'âge, la position sociale et le niveau de diplôme. Les participants à l'enquête sont âgés d'une cinquantaine d'années en moyenne. On observe une très nette représentation des 40-64 ans (plus de la moitié des participants à l'enquête). Du point de vue de la position dans l'espace

social, on remarque une sur-représentation très claire des cadres et professions intellectuelles ainsi que des professions intermédiaires (plus des trois quarts de l'échantillon). Dans le même temps, les catégories populaires (ouvriers et employés) se sont très peu déplacées (moins d'un cinquième des répondants). Enfin, les participants sont particulièrement dotés en capital culturel (ou du moins scolaire), puisque les diplômés du supérieur représentent 60 % des répondants¹⁷. Le profil-type de l'électeur de la primaire semble donc être un homme ou une femme de plus de 45 ans, diplômé du supérieur, qui occupe des régions moyennes et hautes de l'espace social.

Ainsi, la prétendue portée démocratique de cette primaire ne se vérifie pas empiriquement, notamment sur le plan sociologique. Elle consiste au mieux dans un élargissement – certes conséquent – du corps électoral, mais celui-ci concerne prioritairement les segments les plus favorisés de l'espace social. De ce point de vue, la démocratisation de la procédure de vote est en réalité très limitée et les logiques censitaires¹⁸ à l'œuvre dans le recrutement social du PS continuent de fonctionner. Les sympathisants de gauche qui se sont déplacés partagent en effet des propriétés sociales très semblables avec les adhérents du PS¹⁹.

17. Nous mesurons bien la propension plus grande de ces individus à répondre aux enquêtes par questionnaire mais nous précisons ici que le protocole d'enquête prévoyait que les enquêteurs y soient particulièrement vigilants. Quoi qu'il en soit, nous verrons plus bas que cette sur-représentation est telle qu'elle ne saurait être due seulement à ce biais d'enquête.

18. Gaxie D., *Le cens caché*, Coll. Sociologie politique, Seuil, 1978.

19. Nous nous appuyons sur les résultats de la dernière enquête du Cevipof dont certains

Tableau n° 2 : Âge, niveau de diplôme et PCS des électeurs de la primaire et des adhérents du PS

Part des :	Adhérents PS. France	Sympathisants-électeurs primaire. Amiens	Adhérents PS. Somme (80)
– plus de 40 ans	77 %	75,1 %	79,1 %
– diplômés du supérieur	64 %	60 %	56,2 %
– Professions intermédiaires et cadres supérieurs	81,9 %	81,2 %	85,1 %

Sources : Enquête Cevipof-GFK 2011 pour les données au niveau national ; et données recueillies par nos soins (enquête Primaire Amiens 2011 et enquête Adhérents PS Somme 2011).

Une logique ségrégative accentuée dans les quartiers populaires

Ces observations se confirment lorsqu'on regarde de plus près la mobilisation des électeurs de la primaire dans le quartier le plus populaire de la ville. Ce qui surprend en première analyse, c'est que la distribution des répondants est assez homogène : on compte environ un tiers d'ouvriers et d'employés, un tiers de professions intermédiaires et encore autant de cadres supérieurs. C'est donc un recrutement tout à fait spécifique qui semble à l'œuvre dans ce quartier populaire. Mais si l'on examine la représentativité des répondants par rapport, cette fois, au corps électoral, il n'en reste pas moins que les cadres du supérieur sont quatre fois plus représentés parmi les sympathisants que dans l'ensemble du corps

électoral. Quant aux ouvriers et aux employés, même s'ils sont légèrement plus présents, ils restent néanmoins largement sous-représentés (deux fois moins).

Même constat à propos du niveau de diplôme des électeurs de la primaire. Dans le quartier le plus populaire d'Amiens, les bacheliers sont les moins représentés (14 %), loin des agents sociaux peu ou pas diplômés (40 %) ou des diplômés du supérieur (46 %). La population des diplômés (supérieur ou égal au bac) atteint donc plus de 60 % parmi les répondants contre à peine un quart dans la population du quartier.

On observe donc, dans le quartier populaire d'Amiens, à la fois une moindre sous-représentation des classes populaires (ouvriers et employés) et des individus au capital scolaire peu élevé ; et dans le même temps une sur-représentation accrue des classes supérieures et des diplômés. Autrement dit : les individus les plus dotés en capitaux scolaires et qui occupent les régions les plus élevées dans la hiérarchie sociale sont d'autant plus sur-représentés parmi les répondants que le quartier est populaire.

résultats ont été publiés dans : Rey H., « Les adhérents socialistes : permanences et changements », *La Revue socialiste*, n° 42, 2011, pp. 125-134. Nous nous reposons par ailleurs sur des données issues d'une enquête par questionnaires menée par nos soins auprès des adhérents socialistes dans le département de la Somme. Une synthèse de toutes ces données est proposée dans le tableau qui suit cet appel de note.

Réinventer la gauche sans le peuple ?

Il existe une importante distorsion sociale entre la population des votants à la primaire et la population en âge de voter. Le principal résultat de cette enquête est en effet que les participants à la primaire sont très fortement sélectionnés. Les logiques censitaires qu'on observe dans le recrutement social des partis politiques (et *a fortiori* du PS) ont donc été beaucoup moins subverties par la primaire que l'on aurait pu le penser ou que ces initiateurs le souhaitent. Au terme de cette expérimentation novatrice et inédite, force est de constater que le centre de gravité socio-démographique du PS reste, de manière inchangée, les classes moyennes et supérieures diplômées.

Le « peuple de gauche » qui s'est mobilisé lors de cette primaire ressemblerait donc – quoique très imparfaitement – à la « France de demain » définie par le tristement célèbre rapport de Terra nova²⁰. Cet acte d'abandon des classes populaires signé par le *think tank* proche du PS semble alors, dans les faits, trouver concrétisation. La primaire n'aura donc pas permis de réinventer le lien du PS aux classes populaires. Souffrant paradoxalement de sa nouveauté en France, ce dispositif est largement resté abscons aux yeux des citoyens

portant une attention oblique aux enjeux politiques ou ne se reconnaissant pas de compétence politique. Le coût d'entrée est en effet très élevé : il s'agit de différencier et de sélectionner des candidats au sein d'une même famille politique plusieurs mois avant l'élection présidentielle réelle. Comment imaginer que les individus les moins attentifs au champ politique aient décidé de participer à cette élection primaire, voire qu'ils aient entendu parler de la possibilité pour eux d'y participer. Bien que ce ne soit pas l'intention donnée par ses organisateurs, la primaire semble plutôt taillée pour les agents les plus politisés et les plus compétents politiquement. La participation stratégique d'adhérents et de sympathisants d'autres partis que le PS en représente la quintessence. Ce surinvestissement dans le champ politique, loin d'être négligeable puisqu'il concerne presque un électeur sur dix à Amiens, est le fait d'agents sociaux presque tous diplômés de l'enseignement supérieur²¹

Si elle a indéniablement contribué à « moderniser » et à re-légitimer le candidat du PS à l'élection présidentielle, elle demeure une simple transformation organisationnelle qui promeut une procédure centrée sur le jeu politique et donc totalement ésotérique pour les électeurs peu politisés²².

20. Bruno Jeanbart, Olivier Ferrand, Romain Prudent, « Gauche : quelle majorité électorale pour 2012 ? », *Fondation Terra nova*, 10 mai 2011. Dans cette note, les classes populaires sont présentées comme un mauvais investissement électoral pour la gauche puisqu'elles ne votent plus ou alors pour le Front national. L'avenir de la gauche serait donc aux « outsiders » : les diplômés, les jeunes, les femmes et les minorités issues des quartiers populaires (ces dernières ne s'étant en réalité pas mobilisées).

21. Près de 80 % d'entre eux ont un bac+2 ou plus (pour 49 % en moyenne dans le reste de l'échantillon). Il s'agit pour le dire vite de militants politiques et/ou d'individus extrêmement dotés en capital scolaire (dont une part non négligeable... d'enseignants-chercheurs, de doctorants et d'étudiants). Le plus souvent adhérents ou sympathisants d'un parti de la gauche de gauche, et dans une moindre mesure d'EELV, ils ont largement apporté leur voix à Arnaud Montebourg.

22. Braconnier C. et J.-Y. Dormagen, *La démocratie de l'abstention : aux origines de la*

Puisque l'organisation d'un dispositif visant à accroître son assise sociale semble vaine, le PS ferait sans doute mieux de changer de dispositions en menant une politique tournée vers les classes populaires. ■

démobilisation électorale en milieu populaire,
Paris, France, Gallimard, 2007.